

droit pour les Canadiens-français d'avoir des écoles de leur langue, et pour les Anglais, le même droit à des écoles anglaises.

Il fallait appliquer cette loi-là. Le Manitoba établit un conseil de l'Instruction publique, sur le modèle du conseil de Québec; la section anglaise-protestante et la section française-catholique organisaient, chacune pour soi et suivant ses propres principes pédagogiques, l'enseignement et l'inspection des écoles. Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest suivit la même ligne de conduite. Dans l'ancien domaine de la Compagnie de la baie d'Hudson, les droits de tous au point de vue de la langue étaient donc sauvegardés et respectés.

L'honorable compagnie, hélas, avait fait faire à sa protégée, la Terre de Rupert, un mariage de raison en l'unissant au Canada; dans la famille du conjoint, il ne manqua pas de mauvais coeurs pour semer la discorde au milieu du ménage, et le mari refusa à son épouse une confiance qu'elle méritait certainement. Depuis une vingtaine d'années, amis et parents de l'époux avaient été follement invités à quitter leurs lointaines maisons pour une promenade chez les cousins américains; les nouveaux-venus ignoraient complètement sous quel régime matrimonial la Terre du Nord-Ouest avait, plus ou moins de gaieté de coeur, consenti à s'unir au Canada; ils s'installèrent absolument comme chez eux, prirent en grippe la mariée et résolurent de lui fermer la bouche, au cas où elle risquerait des protestations. La crise survint au Manitoba, en 1890, et dans les Territoires du Nord-Ouest, en 1892 et en 1897.⁶

⁶ *Population du Manitoba*

1871... 19,000
1882... 65,954
1891... 152,506

Population des Territoires

1871... 60,500 (Approx.)
1881... 56,446
1891... 98,967